



# Les Echos

JEUDI 16 SEPTEMBRE 2021

**Consommation** Galeries Lafayette et Printemps se mettent à la seconde main // P. 18

**Médias** Vincent Bolloré lance une OPA sur le groupe Lagardère // P. 15

## Sous-marins : le contrat du siècle en péril



- L'Australie veut annuler la commande de douze sous-marins faite à la France au profit d'un vaste accord militaire avec les Etats-Unis.
- L'épilogue de plusieurs années de péripéties pour un contrat hors norme.
- Et un changement de pied stratégique majeur pour le pays continent. // PAGE 16

HO/DONS/AFP

## Chèque énergie : le coup de pouce de l'exécutif

**POUVOIR D'ACHAT** Face à la hausse des prix de l'énergie, le gouvernement a annoncé le versement exceptionnel d'un chèque énergie forfaitaire de 100 euros en décembre, pour les 6 millions de bénéficiaires de cette prestation. Il s'agit en particulier de répondre à la flambée des prix du gaz. Autre annonce importante faite mercredi : une forte hausse du SMIC, de 2,2 % au 1<sup>er</sup> octobre, soit 35 euros de plus, pour atteindre 1.589 euros brut. Cette revalorisation automatique liée à l'inflation sera la seconde cette année, après celle, légale, intervenue au 1<sup>er</sup> janvier, à hauteur de 15 euros environ. Plus de 2,2 millions de salariés du privé et des centaines de milliers d'agents de la fonction publique en bénéficieront. // PAGES 2 ET 15 ET L'ÉDITORIAL D'ÉTIENNE LEFEBVRE PAGE 14



Mourad Altit/Sipa

## Von der Leyen hausse le ton face à la Chine



Yves Herman/Pool/AFP

La présidente de la Commission européenne, mercredi à Strasbourg, pour son discours annuel sur l'UE.

**GÉOPOLITIQUE** Ursula von der Leyen a acté, mercredi, la sortie de crise, se félicitant des taux de vaccination du continent et de la vigueur de la reprise économique. Dans son discours sur l'Etat de l'Union, elle a dessiné les piliers d'une Europe-puissance capable d'assurer son autonomie, qu'il s'agisse de défense ou de

technologies de pointe comme les semi-conducteurs. Elle annonce la création d'une nouvelle autorité sanitaire, ainsi qu'un projet de partenariats internationaux pour contrer les routes de la soie chinoises. Elle veut aussi faire de la puissance commerciale de l'UE un levier de moralisation des échanges. // PAGE 6

**LesEchos**  
SUR  
**inter**

**DOMINIQUE SEUX**  
DANS « L'ÉDITO ÉCO »  
À 7H45  
DU LUNDI AU VENDREDI



M 00104 - 916 - F: 3,00 €

ISSN0153.4831 114<sup>e</sup> ANNÉE  
NUMÉRO 23539 36PAGES

Antilles Réunion 4,10 €. Belgique 3,60 €. Espagne 4,40 €. Grande-Bretagne 3€80. Grèce 4,20 €. Italie 4,40 €. Luxembourg 3,80 €. Maroc 35 DH. Suisse 5,90 FS. Tunisie 5,50 TND. Zone CFA 3100 CFA.

## L'imminente faillite d'Evergrande provoque des remous en Chine

**MARCHÉS** Des manifestations spontanées et répétées ont eu lieu devant les bureaux d'Evergrande dans plusieurs villes de Chine au cours des derniers jours. Des milliers d'investisseurs, de clients ou encore d'employés risquent de perdre leurs économies avec la restructuration inéluctable du mastodonte chinois de l'immobilier, incapable de faire face à ses engagements évalués à 260 milliards d'euros. Les autorités chinoises ont dépêché des équipes spécialisées dans les restructurations financières auprès de l'entreprise. En attendant, les vendeurs à découvert spéculent sur la poursuite de la chute de son cours en Bourse. // PAGE 28



## Les inconnues de la reprise en France

L'analyse de Nathalie Silbert

La France va mieux, et même bien. Les prévisions de croissance font souffler un vent d'optimisme mais la reprise économique sera-t-elle pérenne et sur quelle base va-t-elle s'appuyer ? Si la demande reste forte, encore faudra-t-il que l'appareil de production soit capable d'y répondre. // PAGE 9

**nim** MANAGEMENT DE TRANSITION DEPUIS 2001  
Groupe Menway

Un manager de transition en 48h pour prendre en main une situation délicate.

nimeurope.com  
01 46 24 85 71

Paris • Aix-en-Provence • Bordeaux • Lyon • Metz • Lille • Toulouse

- Gestion de l'urgence
- Réorganisation RH
- Relance industrielle
- Retournement opérationnel
- Cash management
- Digitalisation accélérée



Le fonds d'infrastructures Antin a dévoilé mercredi un prix d'introduction entre 20 et 24 euros sur Euronext Paris. Photo RO.Meigneux/Sipa

## Le fonds Antin vise les 4 milliards d'euros de valorisation en Bourse

### PRIVATE EQUITY

Les investisseurs se sont précipités sur le carnet d'ordres de spécialiste en infrastructures, après qu'Antin a dévoilé sa fourchette d'introduction en Bourse.

Anne Drif  
@ANNDRIF

Le fonds d'infrastructures Antin veut se coter en Bourse, mais aussi y battre ses pairs. Il est en bonne voie d'y parvenir. La société d'investissement cofondée par Alain Rauscher et Mark Crosbie a révélé mercredi une fourchette de cotation de 20 à 24 euros par action sur Euronext Paris. Et en moins d'une heure, c'était la ruée.

Alors que l'offre dure jusqu'au 23 septembre, le carnet d'ordres a été rempli au maximum prévu, soit 633 millions d'euros. Y compris donc l'offre secondaire, de l'ordre de

200 millions d'euros qui amènent les deux cofondateurs à céder pour 10 millions de leurs actions en plus de l'offre primaire, ainsi que l'option de surallocation.

La fourchette de prix par action valorise Antin entre 3,5 et 4,1 milliards d'euros. C'est plus que le généraliste Bridgepoint qui s'est introduit en Bourse, fin juillet, à un prix d'émission de 350 pence par action, soit 2,9 milliards de livres (3,4 milliards d'euros). Ce, alors même que la société de gestion britannique compte plus d'actifs sous gestion (26 milliards contre près de 20 milliards pour Antin). « C'est une étape très importante et symbolique pour nous. C'est une success-story française », a commenté Alain Rauscher.

**Croissance de 25 % par an**  
Le plan d'Antin s'inscrit dans les pas d'EQT, qui en 2019 s'était fixé un objectif de 5,5 milliards d'euros de valorisation. Aujourd'hui, la société d'investissement suédoise – qui compte 26 milliards d'euros d'actifs dans les infrastructures sur 71 milliards au total – est valorisée 39 milliards d'euros en Bourse.

« C'est une étape très importante et symbolique pour nous. C'est une success-story française. »

ALAIN RAUSCHER  
Cofondateur d'Antin

Le haut de la fourchette d'introduction valorise Antin près de 69 fois son résultat anticipé en 2021 – contre 87 fois aujourd'hui pour Bridgepoint et 54 fois pour EQT. « Le niveau de valorisation est à évaluer à la lumière de la prochaine levée de fonds amiral [principal fonds bannière du gérant, NDLR] de 10 à 11 milliards d'euros à l'horizon 2023 », a précisé le cofondateur.

Le fonds né en 2007 sous le patronage de BNP Paribas connaît une dynamique forte. Entre 2010

et 2020, la société de gestion d'environ 140 employés a enregistré un taux de croissance annuel de 25 % de son chiffre d'affaires. Sa marge d'Ebitda a atteint 73 % l'an dernier.

Alain Rauscher en a néanmoins profité pour faire une mise au point. « Il faut être extrêmement clair, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Mark Crosbie et moi allons céder une partie minoritaire de nos actions. Ce n'est pas pour monétiser nos parts, mais bien pour assurer de la liquidité. A titre personnel, je retiens 90 % de ma participation dans Antin. Je ne tire pas profit de cette opération et je voudrais être associé au maximum à l'avenir. »

Antin, dont le flottant avoisinera les 15 % post-introduction, a déclaré vouloir distribuer une majorité de ses profits aux actionnaires. « Avant de parler distribution, a précisé Mélanie Biessy, COO d'Antin, il nous faudra financer la croissance, c'est une priorité pour nous. Une fois celle-ci sécurisée, plus de 50 % des flux seront distribués. »

🔍 Lire « Crible »  
Page 34

## Rothschild signe un début d'année record

### BANQUE D'AFFAIRES

La banque d'affaires a publié des revenus en hausse de 61 % sur le semestre à 1,35 milliard d'euros.

Son bénéfice a été multiplié par six en un an.

La fièvre des fusions-acquisitions porte les résultats de Rothschild à des sommets. La banque d'affaires a fait état mercredi de revenus en hausse de 61 % sur le semestre, à 1,35 milliard d'euros. A 346 millions d'euros, son bénéfice, qualifié de « record » par l'institution de l'avenue de Messine, a été multiplié par six en un an. Il dépasse même la performance de la banque sur l'ensemble de l'année 2019, avant le déclenchement de la pandémie. Pour des revenus semestriels en ligne avec son rival Lazard (1,24 milliard d'euros), Rothschild peut même se targuer de générer deux fois plus de bénéfices (177 millions).

« Ce début d'année a été très soutenu dans tous nos secteurs, nos expertises et nos géographies. Nous sommes très positifs pour l'année 2021. Le portefeuille de mandats dans la banque d'affaires est solide et la collecte dans nos métiers d'investissement se poursuit », commente François Pérol, le coprésident du comité exécutif de Rothschild. Cœur du réacteur de la banque, le conseil financier en fusions et acquisitions et en financement a bondi de 57 %, à 833 millions d'euros sur le semestre, pour un résultat avant impôts en hausse de... 105 %, à 168 millions d'euros.

### Percée aux Etats-Unis

Outre-Atlantique en particulier, l'offensive commence à porter ses fruits. Fin août, la banque d'affaires a annoncé le recrutement pour le conseil aux fonds d'investissement

de Bob Berry, à Boston, où elle vient d'ouvrir son septième bureau américain.

A New York, elle a aussi renforcé son offensive auprès des gérants alternatifs avec l'arrivée début juillet de Timothy Lufkin, qui compte plus de 25 ans en banque d'investissement et a conseillé au total plus de 75 transactions de private equity. Un segment du M&A qui connaît actuellement une activité record. « Nous continuons d'investir aux Etats-Unis et de recruter des banquiers seniors. Le résultat est là : le nombre de nos transactions conseillées y a triplé, à près d'une soixantaine », indique François Pérol.

Rothschild y a ainsi conseillé plusieurs opérations pour des fonds dans la santé, et de grandes entreprises comme Walmart en vue de la cession d'Asda (6,8 milliards de livres). La banque est également intervenue auprès des créanciers européens dans la restructuration financière géante de Hertz (plus de 19 milliards de dollars).

La concurrence reste exacerbée aux Etats-Unis, reconnaît Rothschild. « Le marché est très actif, donc il existe une vraie compétition sur les ressources. Les salaires ont augmenté. Il faut s'aligner sur le marché, nous n'avons pas le choix si nous voulons rester attractifs », indique François Pérol.

En Europe, « les salaires fixes ont augmenté déjà de manière significative », dit le dirigeant de la banque. Rothschild accélère ses recrutements, notamment en France auprès des banquiers juniors. — A.D.

« Nous sommes très positifs pour l'année 2021. »

FRANÇOIS PÉROL  
Coprésident du comité exécutif de Rothschild

## Le nouveau code de gouvernance des PME fait la part belle à l'environnement et à la parité

### GOVERNANCE

Le code Middlenext révisé pour les petites et moyennes entreprises formule trois nouvelles recommandations sur la création d'un comité RSE, la parité à chaque niveau hiérarchique et la formation des administrateurs.

Laurence Boisseau  
@boisseaul

Le nouveau code de gouvernement d'entreprise à destination des PME cotées élaboré par l'association Middlenext est arrivé ! Mis à jour pour la dernière fois il y a cinq ans, il n'a rien d'obligatoire, mais si ses recommandations ne sont pas suivies, l'entreprise doit expliquer les raisons pour lesquelles elle s'en écarte.

La version 2021 formule trois nouvelles recommandations. D'abord, la création au sein du conseil d'administration d'un comité

dédié à la RSE (responsabilité sociale, sociétale et environnementale). En 2016, déjà, le code donnait ce conseil aux dirigeants (ou à défaut préconisait d'indiquer quel membre du conseil était en charge de son suivi) mais il ne s'agissait pas encore d'une recommandation formelle. La signature des accords de Paris en avril 2016, premier accord mondial juridiquement contraignant sur le climat, et l'engagement

**Ce code n'a rien d'obligatoire, mais si ses recommandations ne sont pas suivies, l'entreprise doit s'en expliquer.**

du Conseil européen de tout mettre en œuvre pour une Union européenne climatiquement neutre d'ici à 2050, amènent les entreprises à modifier radicalement leurs modes de fonctionnement.

Autre préconisation forte du code Middlenext, mettre en place une politique de diversité et d'équité dans l'entreprise. Le code recom-

mande qu'au-delà de la loi, en tenant compte du contexte métier, le conseil d'administration vérifie qu'une politique visant à l'équilibre hommes femmes et à l'équité est bien mise en œuvre à chaque niveau hiérarchique de l'entreprise. Le code ne demande cependant pas aux entreprises de se fixer un objectif au sein du comité de direction, contrairement au code Afep Medef.

### Formation régulière

Enfin, les administrateurs sont invités à se former très régulièrement. Le code prévoit un plan de formation triennal (équivalent de 4 à 6 jours de formation par membre) adapté aux spécificités de l'entreprise. « La multiplication et la complexité des textes s'appliquant aux entreprises requièrent une veille et mise à niveau régulière des connaissances et compétences de la part des dirigeants et administrateurs », précise le code. Dernier point, le code recommande aux entreprises de comparer la rémunération des dirigeants avec celle de la moyenne et de la médiane des salariés, comme la loi le requiert, mais également avec le SMIC. ■

## annonces judiciaires & légales



### MODIFICATION DE LA ZONE DE PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL URBAIN ET PAYSAGER (ZPPAUP) DE LA COMMUNE DE MANDRES-LES-ROSES AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté n°AP2021-073 en date du 7 septembre 2021, le Territoire Grand Paris Sud Est Avenir a prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de la commune de Mandres les Roses.

Les registres destinés à recueillir les observations du public seront mis à disposition du public, durant toute la durée de l'enquête publique, du vendredi 1 octobre au vendredi 29 octobre 2021 inclus. Un dossier d'enquête publique sera déposé et mis à la disposition du public au sein des locaux :

- De la Mairie de Mandres-les-Roses, au service urbanisme, 4 rue du Général Leclerc, 94520, aux heures d'ouverture de l'hôtel de Ville :
- du lundi au vendredi de : 8h45 à 12h et de 14h à 17h30
- les Mercredi et samedi de : 8h45 à 12h.

- De la Direction des Affaires Juridiques des Assemblées et du Patrimoine de l'établissement public territorial GPSEA, 14 rue Le Corbusier, 94000 Créteil, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Un poste informatique sera également mis à disposition du public afin de permettre la consultation du dossier d'enquête publique à la mairie de Mandres-les-Roses, au service urbanisme, 4 rue du Général Leclerc 94 520, aux heures d'ouverture de ce service.

Le dossier d'enquête publique ainsi que les informations relatives à son organisation pourront également être consultés, pendant la durée de l'enquête publique, sur le site internet de la ville de Mandres-les-Roses www.ville-Mandres-les-roses.fr et sur le site internet de

l'établissement public territorial GPSEA (www.sudestavenir.fr), ainsi que sur le site de publications administratives : http://modification-zppaup-mandreslesroses.enquetepublique.net

- Vendredi 1 octobre 14h00 à 17h00,
- Mercredi 6 octobre de 9h à 12h,
- Samedi 16 octobre de 9h à 12h.
- Vendredi 29 octobre de 14h à 17h

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées par correspondance à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur - Enquête sur le projet de modification de la ZPPAUP de la commune de Mandres-les-Roses - Mairie de Mandres-les-Roses, service urbanisme 4 rue du Général Leclerc, 94520 Mandres-les-Roses ou par voie électronique à l'adresse suivante : modification-zppaup-mandreslesroses@enquetepublique.net

A l'expiration de cette enquête publique, le commissaire-enquêteur transmettra le dossier accompagné de ses conclusions, de l'ensemble des pièces et de son avis au Président de Grand Paris Sud Est Avenir.

Ces conclusions seront tenues à la disposition du public, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la mairie de Mandres les Roses, au siège de Grand Paris Sud Est Avenir et à la Préfecture du Val-de-Marne et seront diffusées sur les sites internet mentionnés plus haut.